

PROBLÈMES
D'AMÉRIQUE LATINE

98

Situations
de la Démocratie

Claude Lefort
Newton Bignotto
Jean-Pierre Lavaud
Mauricio Mazón
Gilles Bataillon

Varia

Maristella Svampa
Ariel M. Slipak

SOMMAIRE

Situations de la Démocratie

Dossier coordonné par Gilles Bataillon

Introduction <i>Gilles Bataillon</i>	7
Les droits de l'homme et la pensée politique de gauche au Brésil <i>Claude Lefort</i>	11
Le Brésil à la recherche de la démocratie <i>Newton Bignotto</i>	21
La réélection d'Evo Morales à la présidence de la Bolivie <i>Jean-Pierre Lavaud</i>	37
Álvaro García Linera, Portrait d'un idéologue bolivien <i>Mauricio Mazón</i>	59
Démocratie et néolibéralisme au Chili <i>Gilles Bataillon</i>	81

VARIA

La Chine en Amérique latine : du consensus des matières premières au consensus de Beijing <i>Maristella Svampa et Ariel M. Slipak</i>	97
---	----

NOTE DE LECTURE

*KESSLER Gabriel, « Controversias sobre la desigualdad. Argentina 2003-2013 », Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires, 2014, 380 p.
par Kevin Beauvilain 125*

Résumés 131

Resúmenes 135

Abstracts..... 139

Bulletin d'abonnement ou de réabonnement, page 130

LA CHINE EN AMÉRIQUE LATINE : DU CONSENSUS DES MATIÈRES PREMIÈRES AU CONSENSUS DE BEIJING

Maristella SVAMPA et Ariel M. SLIPAK***

L'AMÉRIQUE LATINE DANS UN MONDE EN MUTATION

Entre la fin des années 1980 et le début des années 2000, le monde a été le théâtre d'importantes transformations dans les domaines de la production, de l'accumulation globale et de l'ordre international.

La chute du Mur de Berlin puis la fin de la Guerre froide, enfin la débâcle économique et politique de l'URSS et des pays du bloc socialiste, ont mis un terme à un ordre bipolaire au profit d'une nouvelle suprématie productive, financière, militaire et technologique des États-Unis.

En parallèle, les grandes entreprises transnationales sont devenues les principales organisatrices des chaînes globales de valeur, procédé qui vise à localiser les différentes étapes d'un même processus productif dans différentes régions du monde selon les avantages comparatifs qui caractérisent chacune de ces régions.

Dans ce contexte, l'Amérique latine, qui au reste se noyait dans l'endettement externe, l'hyperinflation et l'héritage traumatique laissé par les dictatures civico-militaires, avait tendance à s'aligner sans discuter sur les politiques et les économies des États-Unis, des puissances occidentales traditionnelles et des institutions financières comme le Fonds Monétaire International (FMI) ou la Banque Mondiale (BM).

* Chercheuse du CONICET et professeure de l'Université nationale de La Plata (Argentine). www.maristellasvampa.net

** Économiste (UBA). Professeur titulaire du département d'économie de l'Université nationale du Moreno (UNM). Doctorant allocataire du CONICET.

L'application à la lettre des réformes financières fixées pour la région, le respect des lois de réception des Investissements directs étrangers (IDE) et la mise en œuvre des mesures d'ajustement fiscal et monétaire prescrites par le « Consensus de Washington », apparaissaient aux yeux de ces pays comme le seul chemin à suivre pour se rapprocher des économies développées.

Or le déclin économique des États-Unis et du reste des pays du G7 au lendemain de la crise économique et financière internationale de 2008, a non seulement mis en échec la consolidation d'un ordre unipolaire sous le seul leadership des États-Unis, mais a aussi permis l'avènement d'une forme de transition hégémonique.

Ces dernières transformations ont eu pour principales conséquences de déplacer les étapes productives vers la région Asie-Pacifique et de permettre à la République populaire de Chine, alors en pleine mutation, de devenir l'un des principaux acteurs économiques du début du XXI^e siècle et une puissance géopolitique en expansion.

En ce sens, le déplacement des processus manufacturiers du traditionnel « nord global » en direction des pays de l'Asie-Pacifique, et tout spécialement de la République populaire de Chine, de même que la croissance accélérée de l'industrie et de l'urbanisation dans ce pays, ont entraîné une augmentation sans précédent de la demande – et des prix – des matières premières. La Chine, qui dans le même temps a consolidé son rôle de fournisseur mondial de produits manufacturés, de biens durables et d'intrants industriels, a contribué à l'expansion des réseaux commerciaux basés sur des avantages comparatifs traditionnels, conférant à l'Amérique latine un rôle grandissant de pourvoyeur de matières premières.

Ces formes d'échanges commerciaux se sont renforcées jusqu'à la fin des années 2000, notamment grâce à une croissance accélérée des investissements chinois dans la région.

Pour les gouvernements latino-américains du début du XXI^e siècle – qui dans leur majorité critiquaient les orientations politiques et économiques prises par leurs prédécesseurs – la relation avec la Chine revêtait alors un caractère stratégique certain. Elle représentait pour eux l'opportunité de créer un nouvel ordre global à caractère multilatéral, plus équitable et plus juste, au sein duquel ils se verraient octroyer davantage de marges de manœuvre.

Dans cet article nous évoquerons brièvement cette montée en puissance de la Chine, pour ensuite analyser la nature de ses relations avec l'Amérique latine, notamment au regard des flux d'investissements directs qui en constituent l'armature.

Nous discuterons dans un premier temps du caractère stratégique de ce lien afin de mesurer les réalités de la transition que traverse la région, en s'interrogeant notamment sur le passage d'un contexte politique dominé par les prescriptions du Consensus de Washington à une autre forme

d'insertion dans l'économie mondiale – également périphérique et dépendante – que nous qualifierons de « Consensus des matières premières » et que nous nommerons aujourd'hui, du fait du tour pris par ses rapports avec la République populaire de Chine, de « Consensus de Beijing ».

TRANSFORMATIONS INTERNES, CONSOLIDATION D'UNE GRANDE PUISSANCE ET RIVALITÉ HÉGÉMONIQUE

Entre 1989 et 2012, la Chine est devenue une puissance économique mondiale majeure. Son expansion est redevable de la nouvelle configuration surgie de l'effondrement du monde bipolaire (1989-1991), lequel a entraîné – dans un contexte d'hégémonie américaine – d'abord la réduction des asymétries de pouvoir qui maintenaient jusqu'alors la Chine dans une position de subordination face à la Russie et aux États-Unis ; ensuite la fin du processus colonial qui avait impliqué une expansion physique de la Chine en direction du Tibet et d'autres provinces périphériques ; enfin l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (année 2000)¹. À cela s'ajoute le déplacement du centre économique mondial de l'Atlantique vers le Pacifique, lequel a englobé un éventail croissant de pays asiatiques (Japon, Taiwan, Indonésie et Corée).

Notons néanmoins que la théorie du déclin des États-Unis et l'idée de son remplacement par une Chine qui deviendrait inévitablement hégémonique suppose « un déterminisme extrême »². En réalité, il convient plutôt d'observer que l'essor de la Chine s'est fait pacifiquement et repose davantage sur une stratégie de coopération avec les États-Unis que sur une stratégie de confrontation.

Car contrairement aux analyses de la pensée stratégique nord-américaine qui évoquent une « menace chinoise » ou celles des *think tank* chinois dits « triomphalistes » – lesquels annoncent que la confrontation entre la Chine et les États-Unis sera « le duel du siècle »³ – il convient plutôt de remarquer que l'interdépendance commerciale et financière croissante de ces deux puissances a fonctionné à la manière d'une « ceinture de contention ». C'est pourquoi Immanuel Wallerstein se demandait à juste titre si « la Chine et les États-Unis étaient bien des rivaux ? Sans doute, répondait-il, mais jusqu'à un certain point. Sont-ils alors des ennemis ? Certainement pas. Sont-ils donc des partenaires ? Ils le sont sans doute bien plus qu'ils n'aimeraient l'admettre, mais finiront bien par l'accepter au fil de la décennie »⁴.

1. Bolinaga L., *China y el epicentro del Pacífico Norte*, Editorial Teseo, Buenos Aires, 2013.

2. Katz, C., *Bajo el imperio del Capital*, Ediciones Luxemburg, Buenos Aires, 2012.

3. Kissinger, H., « China. Debate » dans L. Bolinaga, *op. cit.*, 2013.

4. Wallerstein, I., « China y Estados Unidos: rivales o colaboradores », *La Jornada*, 22/01/2012 [<http://www.jornada.unam.mx/2012/01/22/opinion/028a1mun>]

De plus, les phases de transition ou de succession hégémonique sont des périodes d'intenses conflits. Wallerstein a analysé trois cas historiques, celui des Pays-Bas (XVI^e siècle), de l'Angleterre (XIX^e siècle) et des États-Unis (XX^e siècle), montrant que l'accès de ces pays à une position hégémonique mondiale a toujours supposé le déchaînement de conflits mettant aux prises l'ensemble des puissances du moment. D'autant que la République populaire de Chine doit faire face à des problèmes internes liés à l'énorme hétérogénéité de sa population et à sa croissance urbaine accélérée.

Pour autant, Wallerstein considère que l'hégémonie américaine pourrait être remplacée par un combat chaotique entre de multiples pôles de puissance, auquel s'ajouterait une crise d'ordre systémique, ou civilisationnelle, laquelle embrasserait les limites écologiques de la planète. Dans une même perspective, d'autres avancent que le système international pourrait évoluer vers un monde multipolaire où les différentes régions économiques et politiques joueront un rôle propre, par exemple par le biais d'une alliance entre la Chine, la Russie et l'Inde ou plus généralement entre les BRICS⁵. Mais pour le spécialiste argentin Eduardo Oviedo⁶, la fin de ce monde bipolaire n'a pas entraîné l'avènement d'un ordre unipolaire ou multipolaire, mais au contraire a donné lieu à l'émergence d'un nouvel *oligopole* sous hégémonie étatsunienne.

Lorsque Deng Xiaoping a pris le contrôle du gouvernement et du Parti communiste chinois (PCC) en 1978, deux ans après la mort de Mao Tse Tung (1976), celui-ci a annoncé la mise place d'un « socialisme aux caractéristiques chinoises ». Cette rhétorique a alors permis de renforcer les fondations d'un régime dans lequel le PCC détenait le monopole du pouvoir politique et un contrôle strict sur l'armée, tout en promulguant une série de réformes économiques radicales afin d'ouvrir le pays aux investissements directs étrangers et d'augmenter la productivité.

La propriété jusqu'alors essentiellement étatique et collective a laissé place à d'autres formes de propriété familiale, privées, étrangères ou mixtes. Aux alentours de 1980, le pouvoir a créé des Zones économiques spéciales (ZES) dans les provinces orientales où il a autorisé la formation de co-entreprises (*joint-ventures*) rassemblant des firmes transnationales et des entreprises à capitaux chinois. Ce modèle a notamment permis aux plus grandes entreprises mondiales de délocaliser certaines étapes de leur processus de production en Chine, profitant ainsi des faibles coûts de la main d'œuvre chinoise. Néanmoins, le gouvernement chinois a su conditionner l'ouverture de son marché au transfert de technologie en faveur de ses entreprises locales. De telle sorte qu'au début des années 2000, ce

5. Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) représentent actuellement 45 % de la population mondiale et 30 % du PIB mondial.

6. Oviedo, E., « América Latina: entre la hegemonía estadounidense y la influencia china ». *FLACSO-ISA Joint International Conference. Global and Regional Powers in a Changing World*, 2014, repris de: <http://web.isanet.org/Web/Conferencias/FLACSO-ISA%20BuenosAires%202014/Archive/19a9b824-087d-4788-a429-a1a572d6846a.pdf>2014

géant asiatique avait réussi à devenir un des principaux exportateurs de produits industriels à fort contenu technologique. Or grâce à cette capacité croissante d'exportation de produits manufacturés vers l'Ouest, la Chine est parvenue à se développer entre 1978 et 2011, atteignant des taux de croissance moyens annuels de près de 10 %.

En 2010, la Chine est devenue la deuxième économie mondiale devant le Japon. Si l'on considère son Produit intérieur brut par habitant de 2014 à parité de pouvoir d'achat, la Chine devenait la première puissance productive de la planète devant les États-Unis, concentrant 16,479% du PIB mondial contre 16,277% pour le géant américain. S'il est donc vrai qu'à prix courants la Chine demeure en seconde position derrière les États-Unis, la Chine n'en est pas moins devenue le premier producteur et le premier exportateur de biens, ainsi que le deuxième importateur à l'échelle mondiale.

Ces transformations productives de la Chine ont parallèlement entraîné d'importants flux migratoires internes des provinces occidentales vers l'Est du pays. En 1978 la population urbaine représentait 17,9% du total de la population chinoise contre 53% en 2013. On estime même que celle-ci pourrait atteindre 70% de la population totale en 2030. Si beaucoup s'accordent à affirmer que ces processus ont permis de sortir de la pauvreté près de 500 millions de personnes et ont permis une augmentation significative de l'espérance de vie à la naissance, passant de 66,5 à 72,5 ans entre 1978 et 2013, on ne saurait ignorer l'augmentation concomitante des disparités inter-régionales et des inégalités distributives en la matière⁷.

L'autre effet de la croissance urbaine et industrielle de la Chine a été l'augmentation sans précédent de la consommation de produits de base (soja, sucre, énergie), faisant de ce pays le premier consommateur mondial d'aluminium, de cuivre, d'étain, de zinc, de charbon, de carbonate de lithium et le second consommateur de pétrole derrière les États-Unis. La Chine devenait ainsi le principal acquéreur de matières premières et le principal responsable d'une envolée de leurs prix⁸.

De la même manière son approvisionnement en matières premières devenait un enjeu stratégique, qu'il s'agisse d'assurer le développement de son industrie ou de maintenir à flot la légitimité politique du PCC

7. Pour preuve de ces inégalités distributives: le coefficient de Gini passait de 0,291 en 1981 à 0,473 en 2013. Dans le même temps, tandis que 35% de la population n'a pas accès aux centres de soins basiques, la Chine devenait le deuxième pays avec le plus de multimillionnaires selon le classement de la Revue *Forbes*. Cf. World Bank's Open Data: [<http://datacatalog.worldbank.org/>] ; « China segundo país con mayor cantidad de multimillonarios según Forbes », *People Daily*, 06/03/2013, [<http://spanish.peopledaily.com.cn/31621/8155302.html>]

8. Jenkins, R., « El "efecto China" en los precios de los productos básicos y en el valor de las exportaciones de América latina », *Revista CEPAL*, n° 103, 2011, pp. 77-93; Slipak, A., « Las relaciones entre China y América latina en la discusión sobre el modelo de desarrollo de la región: hacia economías reprimarizadas », *Iberoamérica Global*, vol. 5, n° 1, The Hebrew University, 2012, pp. 89-131.

quant à son rôle de planificateur⁹. Ceci étant, la Chine démultiplia ses efforts d'investissement et de transfert d'infrastructures en direction, d'abord de l'Afrique, ensuite de l'Amérique latine. La hausse des prix des matières premières a ainsi rendu *rentable* une série de projets extractifs qui ne l'étaient auparavant pas et a favorisé, en Amérique latine, la réapparition d'un imaginaire qui a longtemps fait de l'exploitation intensive des ressources naturelles la condition d'une insertion vertueuse du continent dans le commerce international.

Dans le même temps la Chine est devenue une puissance financière. Ses excédents commerciaux exorbitants et ses forts taux d'épargne domestique lui ont permis d'acquérir des bons du trésor nord-américain et d'en devenir la principale détentrice¹⁰. Elle devenait également la première détentrice de réserves internationales et, en retour, près de 40 banques centrales utilisent actuellement le yuan comme monnaie de réserve. Deux chiffres attestent du pouvoir financier de ce pays : en 2014 il était à la fois le troisième plus gros émetteur de flux d'investissements directs au monde¹¹ et 95 de ses entreprises figuraient parmi les 500 firmes mondiales les plus importantes en terme de chiffre d'affaires.

Au niveau militaire, la Chine détient le second budget de défense au monde. Cependant l'augmentation de sa puissance militaire est sans commune mesure avec les niveaux de sa croissance économique et à bien des égards les capacités militaires des États-Unis restent très nettement supérieures à celles de la Chine, celles-ci représentant en 2012 cinq fois celles du géant asiatique¹². Toutefois cet écart ne saurait durer, puisque pendant que la Chine annonce la construction de son second porte-avion¹³, les États-Unis réduisent eux le nombre de leurs porte-avions en opération

9. Bolinaga, *op. cit.*, 2013.

10. En décembre 2014, la Chine détenait 1,24 milliards de dollars de bons du trésor nord-américains. Cf. Goodman, W., « China and Russia Seen Selling as Central Banks Trim Treasuries », *Bloomberg*, 12/03/2015, [<http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-03-13/central-banks-sell-treasuries-as-everyone-else-buys-u-s-debt>]

11. Les flux d'investissements directs sortant de Chine en direction de pays tiers dépassaient 7,15% des investissements directs de la planète, représentant le deuxième plus grand investisseur après les États-Unis (23,98%) et le Japon (9,63%). La Chine est en même temps le second récepteur d'investissements directs après les États-Unis. UNCTAD, *Statistics y World Investment Report*, 2014 [<http://unctad.org/en/Pages/Statistics.aspx>]

12. Oviedo, *op. cit.*, 2014.

13. L'unique porte-avion chinois, le Liaoning, a été mis en service en 2012. Celui-ci est une copie d'un navire soviétique inachevé racheté à l'Ukraine en 1999. Le second porte avion actuellement en construction est quant à lui entièrement construit en Chine. Cf. Vidal Liy, M., « China avanza en su programa de rearme con un segundo portaaviones », *El País*, 10/03/2015 [http://internacional.elpais.com/internacional/2015/03/10/actualidad/1426017890_725537.html]

(actuellement 10 en opération)¹⁴. Enfin, n'oublions pas que la RPC occupe depuis 1971 un siège permanent au conseil de sécurité des Nations unies (ONU)¹⁵, ce qui lui donne un pouvoir de veto sur toute décision prise par ce dernier.

Au regard de ces faits, qualifier la Chine « d'économie émergente » ou de pays « en voie de développement » relève d'un euphémisme. Quelle relation peut-elle en conséquent entretenir avec l'Amérique latine ? Agira-t-elle en nouvelle puissance hégémonique ou au contraire en contre-pouvoir face l'hégémonie nord-américaine ?

Certes l'intégration de la Chine sur la scène du pouvoir international a bouleversé l'ordre mondial et les relations de pouvoir entre les grandes puissances (déconcentration des forces économiques et hétérogénéité civilisationnelle).

Depuis 1954 – soit 5 ans après la proclamation de la République populaire de Chine – celle-ci avait développé une rhétorique diplomatique basée sur ses fameux « cinq principes de coexistence pacifique » : le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale ; la non-agression mutuelle ; la non-ingérence dans les affaires internes des pays tiers ; la recherche de l'égalité et des gains mutuels ; la coexistence pacifique. Le gouvernement de la République populaire de Chine a néanmoins toujours suivi une stratégie ambivalente au sein du concert des nations : elle assumait d'une part son rôle de grande puissance au sein des différentes instances mondiales et des organismes internationaux (comme le conseil de l'ONU) ; elle continuait en même temps de se présenter comme un pays en « voie de développement » sous prétexte de partager des problématiques communes avec les nations du « Sud Global ». De sorte que la Chine s'est retrouvée à plusieurs reprises – aux cotés de la Russie – à revendiquer une réforme des institutions financières et des politiques internationales afin de réorienter ces organismes en faveur d'un multilatéralisme soucieux des besoins des pays émergents¹⁶.

14. En 2013, les États-Unis comptaient 11 porte-avions en opération, et le Ministre de la Défense, Chuck Hazel, soulignait la nécessité de réduire leur nombre à 9 ou 8, suivant la diminution parallèle des effectifs de l'infanterie marine. En mars 2015 le nombre de porte-avions nord-américains en opération était de 10. Cf. <http://actualidad.rt.com/actualidad/view/102129-portaaviones-eeuu-armada-reduccion> ; et Dinucci, M., « El vertiginoso auge de la industria de la guerra », *Voltairenet.org*, 2015 [<http://www.voltairenet.org/article187081.html>]

15. En 1971, l'Assemblée de l'ONU a décidé de remplacer le siège de la République de Chine (siège donné au gouvernement réfugié à Taiwan à la suite de la révolution de 1949) par un siège donné à la République populaire de Chine ou Chine continentale.

16. Les stratégies de négociation de la Chine au sujet des émissions de CO₂ et de gaz à effet de serre illustrent parfaitement cette dualité : si au moment de ratifier le protocole de Kyoto en 1997 la Chine était déjà le principal émetteur de CO₂ au monde, elle n'en fut pas moins exonérée d'obligations à réduire ses émissions de CO₂ sous prétexte d'être une « économie émergente ».

Si donc le gouvernement chinois s'est toujours défendu de provoquer des conflits diplomatiques, plusieurs de ses choix n'en ont pas moins défié la suprématie des États-Unis. Depuis le début des années 2000, le gouvernement chinois a considérablement appuyé les initiatives d'investissements directs dans le reste du monde, phénomène plus connu sous le nom de « going global ». Cette politique n'a toutefois jamais obéi à une stratégie unique mais au contraire à une diversité d'intérêts. Davies¹⁷ a ainsi remarqué que si les médias de communication ont à juste titre insisté sur la volonté du gouvernement chinois de se procurer des matières premières afin de soutenir les taux de croissance du pays, cette stratégie côtoie d'autres priorités comme le rachat de firmes propriétaires de grandes marques disposant déjà de canaux de distribution étendus et de positions solides sur les marchés de consommation de masse. Cet auteur signale également que des entreprises chinoises ont commencé à délocaliser l'usage intensif de main d'œuvre vers des pays voisins comme le Vietnam ou le continent africain, où il existe une offre de travail à bas-coûts et où comme le souligne l'économiste Pierre Salama¹⁸, les exigences quant au respect des normes de travail sont pour le moins réduites.

De plus, les entreprises chinoises se lancent aujourd'hui dans l'acquisition d'entreprises propriétaires de brevets ou à forte valeur technologique, entrant par-là dans la compétition mondiale pour l'appropriation des rentes du savoir. Quant aux investissements directs en provenance de Chine, remarquons que tout projet d'investissement requiert l'aval de la Commission nationale de développement et de réforme (NDRC), laquelle dépend du Ministère du commerce (MOFCOM) et de l'Agence chinoise de la monnaie étrangère (SAFE), organismes qui non seulement choisissent les pays d'accueil de ces projets selon les critères diplomatiques du gouvernement chinois, mais plus encore orientent très significativement le type d'investissement de l'entrepreneuriat chinois, favorisant généralement les projets visant à approvisionner le pays en ressources naturelles¹⁹. Par ailleurs, le gouvernement octroie d'importants avantages fiscaux aux entreprises qui investissent dans les projets considérés comme prioritaires, c'est-à-dire ceux permettant à la Chine d'augmenter le contenu technologique de ses exportations ou d'accéder à des technologies nouvelles et des savoir-faire en matière d'infrastructure.

Et ceci a notamment été facilité depuis 2004 par des conditions de financement très favorables ou des politiques de taux subventionnés mises en

17. Davies, K., « Chapter 25 – China » dans K. Sauvart, P. Mallampally & G. McAllister (eds.), *Inward and Outward FDI Country Profiles*, Vale Columbia Center on Sustainable International Investment, Columbia University, Août 2013.

18. Salama, P., « ¿Es posible otro desarrollo en los países emergentes? », *Nueva Sociedad*, n° 250, mars-avril 2014, pp. 88-101.

19. Un des critères discriminant concerne la reconnaissance de la légitimité ou non de Taiwan à représenter la véritable "République de Chine".

place par la Banque d'import et export (eximbank) ou encore la Banque de développement chinoise (CDB)²⁰.

Au niveau financier, depuis l'effondrement de Lehman Brothers en 2008, la Chine a exprimé avec insistance le besoin de réformer le système des institutions nées des accords de Bretton Woods, tout spécialement les modalités de répartition des dotations du FMI, afin notamment d'obtenir davantage de poids au sein de ses instances décisionnaires. Ses alliances internationales visent en outre très clairement à limiter l'influence financière des États-Unis. Ainsi, entre 2013 et 2014, la Chine a annoncé la création de deux nouveaux organismes internationaux de prêt afin de financer des projets d'infrastructure et de développement dans les pays du sud : l'*Asian Infrastructure Investment Bank* (AIIB) et la *New Development Bank* (plus connue sous le nom de « banque des BRICS », pour avoir été créée par les principaux pays émergents). L'*Asian Infrastructure Investment Bank* a été créée pour financer des projets d'infrastructure en Asie et pallier à ce qui a été jugé comme un défaut d'assistance de la part des principaux intervenants de la région : le FMI et la Banque asiatique de développement. Fondée avec un capital initial d'environ 1 milliard de dollars en majorité fourni par la Chine, l'AIIB et par conséquent la Chine ont étendu leur influence sur la région face aux États-Unis et au Japon, lesquels avaient très tôt exprimé leurs inquiétudes devant le lancement d'une telle initiative²¹.

Selon R. Zibechi²², A. Noyola Rodríguez et O. Ugarteche²³, aussi bien l'*Asian Infrastructure Investment Bank* que la Banque des BRICS s'inscrirait plus largement dans une stratégie d'internationalisation du *yuan* et de dé-dollarisation de l'économie mondiale. L'hégémonie de la monnaie étant effectivement l'un des moyens par lesquels les États-Unis assurent leur suprématie, les propensions de la Chine à commercer bilatéralement avec chacun de ses partenaires, sans avoir recours au dollar, et la récente signature de 25 *swaps* convertibles, feraient intégralement partie de cette stratégie de dé-dollarisation de l'économie mondiale.

En ce sens, le bloc des BRICS n'est pas seulement le théâtre d'une possible alliance financière mais également la scène d'une potentielle alliance géostratégique. En témoigne la déclaration conjointe du sommet des BRICS de 2014 à Fortaleza, dans laquelle la Chine et la Russie ont annoncé qu'elles

20. CEPAL, « La inversión extranjera directa en América Latina y el Caribe 2010 », *Documento Informativo*, Publicación de las Naciones Unidas, Santiago du Chili, 2011, pp.141-186.

21. Il est néanmoins intéressant de remarquer que cette entité aura plusieurs partenaires extra-régionaux, parmi lesquels la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, l'Allemagne et le Brésil.

22. Zibechi, R., « China y Rusia las locomotoras del nuevo orden mundial », *América Latina en Movimiento*, 28/11/2014 [<http://alainet.org/es/active/79077>]

23. Noyola Rodríguez, A. & Ugarteche, O., « Yuan, moneda clave de la desdolarización global », *América Latina en Movimiento*, 21/10/2014 [<http://www.alainet.org/es/active/78200>]

appuieraient de toutes leurs forces l'*empowerment* du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud au sein des institutions internationales²⁴.

Partant, nous ne pouvons qu'admettre que l'ascension graduelle et chaque jour plus rapide de la Chine au sein de l'ordre oligopolistique mondial actuel, témoigne d'un certain déclin de la suprématie nord-américaine. Et même si, comme le prétend Rossell²⁵, la Chine n'est aujourd'hui pas capable d'exercer une suprématie semblable à celle détenue par les États-Unis, elle n'en entend pas moins redessiner les réseaux d'alliances autour de sa présence.

En somme, nous vivons actuellement un scénario de dispute hégémonique et une époque de transition globale, toujours ouverte et indéterminée, dans laquelle la Chine représente l'un des plus sérieux candidats à l'hégémonie sur la scène internationale, sous la forme soit d'un oligopole soit d'une suprématie unique, et qui avec le temps, pourrait ou non se traduire en termes civilisationnels. Sur *la longue durée*, le processus acquiert donc un sens nouveau, puisque comme l'a déclaré Kissinger, alors qu'on l'interrogeait sur les tentations de la Chine à renouer avec ce qu'elle croit un passé glorieux : « la Chine est souvent décrite comme une "puissance montante" ». Mais les chinois eux-mêmes ne se voient jamais comme tel, puisque sur 18 des 20 derniers siècles, ils ont eu le PIB le plus élevé de la planète »²⁶.

LA PRÉSENCE DE LA CHINE EN AMÉRIQUE LATINE

Il convient maintenant d'observer plus en détail les conséquences de ces transformations pour le continent latino-américain. Si l'on prend en compte l'expansion accélérée des relations commerciales et des flux d'investissement ou l'intensification de l'activité diplomatique et des échanges politiques, les relations entre l'Amérique latine et la Chine se sont très notablement resserrées au cours des dernières années. Vers l'an 2000, la Chine n'occupait pas encore une place privilégiée dans les stratégies d'import-export de la région. Mais à partir de cette date, la Chine s'est peu à peu substituée aux principaux partenaires commerciaux de la région (les États-Unis, l'Union européenne et le Japon). En 2013, elle était même devenue le premier pays d'origine des importations du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay ; le second dans les cas de l'Argentine, du Chili, de la Colombie, du Costa-Rica, de l'Équateur, du Honduras, du Mexique, du Panama, du Pérou et du Venezuela ; et le troisième pour la Bolivie, le

24. Cette déclaration exprime également la nature ambivalente de la diplomatie chinoise, puisqu'un mois auparavant, lors du sommet du G77 + Chine, à Santa Cruz en Bolivie, celle-ci n'avait pas eu de mots assez forts pour condamner les grandes institutions internationales.

25. Rossell, P., « China y América Latina: Perspectivas globales en el uso de recursos geoestratégicos » dans Consuelo Silva Flores & Carlos Eduardo Martins (Coord.), *Nuevos escenarios para la integración en América Latina*, Editorial ARCIS et CLACSO, Buenos Aires, 2013.

26. Kissinger, *op. cit.*, 2011.

Nicaragua, le Salvador et le Guatemala. Pour ce qui est des exportations, la Chine est actuellement le premier pays de destination des flux brésiliens et chiliens, ainsi que le second pays récepteur des exportations argentines, colombiennes, péruviennes, uruguayennes et vénézuéliennes²⁷.

Dans la plupart des cas, les exportations latino-américaines vers la Chine sont concentrées autour de quelques produits provenant presque exclusivement des activités extractives ou des activités industrielles dérivées des industries de transformation des ressources naturelles. À l'inverse, les importations provenant de Chine sont fortement diversifiées et concernent le plus souvent des produits à haute valeur ajoutée. Une exception est le Paraguay dont les exportations vers la Chine sont pratiquement inexistantes et pour qui le représentant légitime de la « République de Chine » reste encore aujourd'hui le gouvernement installé à Taiwan.

Fin 2004, la tournée du président Hu Jintao au Brésil, en Argentine et au Chili a profondément renforcé les liens commerciaux entre la Chine et plusieurs pays du sous-continent américain. La Chine a notamment signé un mémorandum d'accord avec chacun de ces pays, lesquels en retour reconnaissent son nouveau statut d'« économie de marché »²⁸. En outre, ces échanges sont apparus comme une forme nouvelle de coopération sud-sud et l'indice du rôle désormais central de la Chine, de l'Inde et de la Russie dans les équilibres géopolitiques de la région, et plus généralement dans un monde devenu multipolaire.

À ce titre, il est important de remarquer que la Chine a ratifié trois traités de libre-échange avec les pays de la région : le Chili en 2005, le Pérou en 2008, le Costa-Rica en 2011 et très prochainement avec la Colombie. 10 ans après la ratification du TLC sino-chilien, nous pouvons d'ores et déjà affirmer que les exportations du Chili vers la Chine ont quadruplé. Cependant, la composition de ces exportations révèle aussi un report inquiétant de ces dernières sur les seules matières premières, notamment le cuivre et ses dérivés, le minerai de fer, le bois, les fruits et autres minerais. Depuis 2008 et la signature d'un traité de libre-échange sino-péruvien, le Pérou a lui aussi connu une croissance de ses exportations, mais de même qu'au Chili, les matières premières (minerais, poissons) restent

27. Slipak, A., « América Latina y China: ¿Cooperación Sur-Sur o « Consenso de Beijing »? », *Nueva Sociedad*, n° 250, mars-avril, 2014.

28. Oviedo (*op. cit.*, 2014) remarque que la reconnaissance de ce statut supérieur à celui qui lui avait été conféré par l'OMC en 2001 sous le terme d'"économie en transition" impliquait pour ces trois pays de limiter les mesures anti-dumping sur les produits en provenance de Chine. Cet auteur explique avec clarté que devant l'impossibilité du MERCOSUR de traiter cette demande au niveau régional, la Chine a déployé une stratégie de négociations bilatérales avec chacun de ces pays, accentuant par là même le caractère asymétrique de ces relations. Sans conteste, le volume de devises engendrées par l'ouverture du marché chinois à leur produits primo-extractifs est un argument de poids face à la reconnaissance du dit statut.

prépondérantes²⁹. C'est dire que dans l'imaginaire chinois l'Amérique latine reste une zone d'approvisionnement en matières premières et dans une moindre mesure un marché pour ses produits manufacturés. Cette conception n'est pas seulement palpable dans les échanges commerciaux, mais a été couchée noir sur blanc par le gouvernement chinois en 2008 lorsque celui-ci a publié son fameux *Livre Blanc sur la politique de la Chine en direction de l'Amérique latine et des Caraïbes*. Dans ce dernier, la nécessité que les liens sino-latino-américains continuent de se développer sur la base de leur complémentarité était clairement exposée. Fascinée par les richesses naturelles du continent, la Chine a proposé une intégration commerciale fondée sur des avantages comparatifs classiques, lesquels approfondissent le rôle de fournisseur global de produits de base traditionnellement attaché à l'Amérique latine, tout en faisant l'impasse sur d'éventuelles stratégies de développement industriel.

La mise à plat de cette stratégie semble avoir donné un nouveau souffle aux échanges commerciaux entre la Chine et l'Amérique latine. De fait, les flux d'IDE totaux provenant du géant asiatique, lesquels ne s'étaient élevés qu'à 6,3 milliards de dollars entre 1990 et 2009, se sont soudainement élevés à 32,2 milliards de dollars entre 2010 et 2012 selon la CEPAL³⁰. Or 90 % de ces investissements concernent exclusivement les ressources naturelles, notamment le pétrole et les minerais.

Les 4 plus grandes entreprises chinoises d'hydrocarbures³¹ – dans chacune desquelles l'État est un actionnaire important – se sont implantées dans la région et participent depuis 2010 à près de 15 projets d'extraction au Pérou, au Venezuela, en Équateur, en Colombie, au Brésil et en Argentine³².

La Corporation nationale du pétrole chinois, la plus anciennement installée, y opère depuis les années 1990. Sa stratégie d'implantation a depuis lors consisté à obtenir des concessions de la part des États des pays d'accueil ou si nécessaire de s'associer avec des entreprises publiques, comme ce fut le cas des exploitations partagées de PDVSA au Venezuela ou d'entreprises similaires fondées en Équateur, au Pérou, à Cuba et au Costa Rica. En 2013, un consortium intégré par la Corporation nationale

29. Dans ce dernier cas, il convient de remarquer que la Chine a posé comme pré-condition pour entamer les négociations sur le TLC la reconnaissance du statut d'« économie de marché ». Ce point fut également exigé de la Colombie afin d'entamer les conversations pour l'étude du projet de TLC en 2012.

30. Mais au regard des déclarations d'intention prononcées par le président Xi Jinping lors du sommet CELCA-Chine de janvier 2015, où il déclara vouloir investir jusqu'à 250 milliards de dollars sur les dix prochaines années en Amérique latine, les 38,5 milliards de dollars effectivement déboursés représentent une goutte d'eau. CEPAL, *Chinese foreign direct investment in Latin America and the Caribbean*. China-Latin America cross-council task force, Abu Dhabi, 2013.

31. La China Petroleum and Chemical Corporation (Sinopec), la Corporation nationale du pétrole chinois (CNCP), la China National Offshore Oil Company (CNOOC) et Sinochem.

32. Slipak, *op. cit.*, 2012.

du pétrole chinois, la China National Offshore Oil Company, Total, Shell et Petrobrás a remporté un appel d'offre pour l'exploitation des champs pétrolifères du Pré-sal³³ dans la zone de Libra. Il s'agit d'un projet d'exploitation en eaux profondes d'une réserve estimée à près de 12 millions de barils de pétrole brut; ce qui en fait le principal gisement du Brésil. Dans le même temps, la Corporation nationale du pétrole chinois a annoncé sa participation à hauteur de 30% dans le projet de construction de la Raffinerie du Pacifique en Équateur, laquelle devrait permettre l'extraction de 300 000 barils par jour. Enfin, début 2015, le Président du Venezuela a annoncé de nouveaux investissements de la Corporation nationale du pétrole chinois (28 milliards de dollars), ainsi que de la China Petroleum and Chemical Corporation (14 milliards de dollars) afin d'exploiter ce qui est actuellement considéré comme le plus grand gisement d'hydrocarbures du monde : les champs pétrolifère de la ceinture de l'Orénoque³⁴.

Mais de toutes les entreprises pétrolières présentes dans la région, la Sinopec a sans aucun doute été la plus dynamique. Implantée dans plusieurs pays latino-américains via le rachat total ou partiel des actifs de grandes transnationales privées, celle-ci s'est notamment fixée en Argentine, où en 2010 elle a racheté la filiale argentine d'Oxy États-Unis pour la somme de 2,45 milliards de dollars, devenant ainsi propriétaire de 23 concessions et plus de 1 500 puits en activité. Cette même année, elle s'associait à l'espagnole REPSOL en acquérant 40% de sa filiale brésilienne pour la somme de 7,11 milliards de dollars. Puis en 2012 elle achetait 30% des actions de la filiale brésilienne de GALP, entreprise portugaise, pour 4,8 milliards de dollars. Outre sa participation au projet d'exploitation de la ceinture de l'Orénoque, la Sinopec a annoncé en 2015 son partenariat futur avec l'argentine YPF afin d'exploiter les champs pétrolifères de Vaca Muerta, dans le bassin de Neuquén, un des principaux gisements d'hydrocarbures

33. Note du traducteur: Pré-sal. Ce terme est utilisé en portugais (Brésil) pour désigner un type de roche de la croûte terrestre formé exclusivement de sel pétrifié, déposé en couches au fond des mers. Ce type de roche peut retenir du pétrole. Au Brésil l'ensemble des champs de pétrole du pré-sal, récemment découverts se situent à des profondeurs allant de 1 000 à 2 000 mètres, pour la partie immergée et de 4 à 6 000 mètres au-dessous du la couche de sel. Ces nouveaux champs de pétrole s'étendent sur une bande d'environ 800 kms le long du littoral brésilien, entre l'État de l'Espirito Santo et celui de Santa Catarina

34. La somme de 42 milliards de dollars censée être investie au Venezuela est faramineuse compte tenu qu'elle représente plus de 3 fois le montant total des investissements directs étrangers qui sont entrés dans le pays entre 2000 et 2013.

non conventionnels³⁵ de la planète où l'extraction ne peut s'effectuer que par fracture hydraulique ou *fracking*³⁶.

Il en est de même de la China National Offshore Oil Company et de Sinochem. Toutes deux ont en effet conclu, ces dernières années, des alliances stratégiques ou racheté les parts d'entreprises opérant en Amérique latine afin de s'y implanter. L'opération la plus significative de la China National Offshore Oil Company a été l'acquisition en 2010 de 50 % de l'entreprise Bidas en Argentine, elle-même propriétaire de 40 % des actions de la Panamerican Energy (PAE), l'entreprise qui exploite actuellement le gisement d'hydrocarbures conventionnels le plus important d'Argentine, le Cerro Dragón dans la province de Chubut. Elle procéda de cette même manière pour s'implanter en Colombie puis au Brésil.

En ce qui concerne les minerais et autres métaux précieux, la Chine est présente dans la plupart des pays latino-américains, même si ses investissements se concentrent principalement sur le Pérou, suivi du Brésil et très récemment de l'Équateur. Les entreprises les plus dynamiques en termes d'investissement sont la China Minmetals Corporation et l'Aluminum Corporation of China. En 2014, la China Minmetals Corporation a racheté à Glencore-Xstrata, la mine péruvienne de Las Bambas – un des principaux sites d'extraction du cuivre au monde – pour une somme de 5,85 milliards de dollars. Là, la stratégie des entreprises chinoises – qui ne s'associent nullement aux firmes locales – a consisté à exporter les minéraux concentrés vers la Chine en réduisant au maximum leur raffinement, préférant réserver la création de valeur ajoutée et d'emploi au territoire chinois. À l'inverse, au Brésil, les entreprises chinoises ont fonctionné en partenariat avec des exploitants locaux. Quant à l'Équateur, le gouvernement de Rafael Correa a concédé l'exploration et l'exploitation des sites de San Carlos Panantza et du Mirador à l'entreprise Ecuacorrient (ECSA) – entreprise détenue par les groupes publics chinois Tongling Nonferrous Metals Group Holdings et China Railway Construction Corporation Limited – donnant à celles-ci le contrôle de près de la moitié de la production du cuivre équatorien et pas moins d'un tiers des productions d'or et d'argent du pays³⁷.

35. Il vaut la peine de mentionner que l'exploitation du Pré-sal en eaux profondes, de même que l'exploitation des pétroles lourds de la frange de l'Orénoque, des gaz de schiste (*shale gas*) et des gaz de réservoir compact (*tight gas*) de Neuquen, font partie des hydrocarbures non-conventionnels, dont l'extraction plus difficile est aussi plus onéreuse et plus dangereuse en termes environnementaux. Les gisements dits non-conventionnels peuvent être classés selon les techniques d'extraction qui y sont employées. Cf. Bertinat, P. & D'Elia, E., *Observatorio Petrolero Sur*; Ochandio, R., Svampa, M. & E. Viale, *20 mitos y realidades del fracking*, Editorial el Colectivo, Buenos Aires, 2014; Svampa, M. & E. Viale, *Maldesarrollo. La Argentina del extractivismo y el despojo*, Editorial Katz, Buenos Aires, 2014.

36. N'oublions pas que la China Petroleum and Chemical Corporation détient d'importants capitaux en Colombie et en Équateur depuis 2006.

37. Chicaiza, G., *Mineras chinas en Ecuador: Nueva dependencia*, Agencia ecologista de información Tegmentai, Quito, 2014.

Que ce soit donc dans les secteurs pétroliers ou miniers, les investissements directs chinois sont avant tout d'ordre public et répondent moins à une recherche de profits qu'à une volonté d'assurer à long terme la satisfaction des besoins énergétiques de la République populaire de Chine.

Si dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, de la foresterie et de leur commercialisation, les investissements directs chinois n'atteignent nullement les niveaux investis dans les secteurs des hydrocarbures et des minerais, c'est que ces secteurs se caractérisent avant tout par une faible intensité capitaliste. Dans les cas de la pêche et de l'exploitation forestière, l'exportation croissante de produits non transformés vers la Chine par des firmes locales aux mains d'entreprises chinoises ont pu donner lieu au *raccourcissement* des chaînes de valeur de ces produits³⁸.

Dans le cas de produits agricoles, il convient d'observer qu'au cours de premières années de publication du *Livre blanc*, la stratégie proposée semblait répondre à une volonté d'accumuler des terres dans la région. Toutefois, à la suite de revers essuyés lors de la mise en œuvre de plusieurs projets, dont un projet d'acquisition de 320 000 ha dans la Patagonie argentine destinés à la culture du soja, la stratégie a été réorientée vers l'acquisition de firmes commerciales. L'exemple le plus significatif de ce changement de cap reste l'acquisition de 51 % du capital d'un des principaux *traders* mondiaux de grains, Nidera, par l'entreprise étatique chinoise COFCO, opération de rachat qui permet aujourd'hui au gouvernement chinois de contrôler l'un des plus importants fournisseurs mondiaux de graminées et d'éviter les possibles hausses de prix du soja, un des produits les plus consommés dans le pays.

Le thème des prêts est autrement plus révélateur des relations fraîchement établies entre la Chine et l'Amérique latine. Une étude récente démontre que la majorité des prêts chinois dans la région ont concerné des projets d'infrastructure (55 %), suivi de projets énergétiques (27 %) puis des projets miniers (13 %). Le principal bailleur, la Banque chinoise de développement a financé 71 % des prêts de la région, dont plus de la moitié étaient destinés au seul Venezuela pour le financement de 13 projets. Les deux autres grands bénéficiaires étaient le Brésil et l'Argentine, recevant chacun près de 14 % des prêts de la région. En Équateur³⁹ comme au Venezuela⁴⁰, les prêts

38. Slipak, *op. cit.*, 2012.

39. L'Équateur a obtenu un prêt couvrant 70 % des financements requis pour la construction de la Raffinerie du Pacifique; l'un des plus gros prêts jusqu'alors octroyé au pays.

40. En décembre 2014, le montant de la dette publique externe du Venezuela possédée par la Chine s'élevait à 70 milliards de dollars. Au commencement de ces prêts contre pétrole, en 2007, le Venezuela cédait 100 000 barils par jour à la Chine. Fin 2014, les volumes cédés dépassaient les 600 000 barils journaliers. Cette augmentation a conduit le Venezuela à renégocier les termes de remboursement afin de réduire la quantité de barils fournis jusqu'à un volume journalier qui n'a à ce jour pas été rendu public. Cf. "Deuda total de Venezuela con China asciende a 70 000 millones de dólares", *El Monitor*, 06/03/2015 [<http://elmonitor1867.com/deuda-total-de-venezuela-con-china-asciende-a-70-mil-millones-de-dolares>]

chinois se sont pour ainsi dire substitués au marché des dettes souveraines. « Compte tenu des préoccupations de la communauté financière internationale concernant le Venezuela et l'Équateur et des primes de risque que ces pays auraient à déboursier au moment d'emprunter, les prêts chinois, bien que chers, sont devenus pour eux une option attractive, et pour tout dire, la Chine représente désormais à leurs yeux "le prêteur en dernier ressort" »⁴¹.

Or comme l'a affirmé Gallagher en 2013⁴², « les termes de ces crédits pour l'Amérique latine sont souvent plus stricts que ceux des bailleurs occidentaux. Non parce que les banques chinoises soumettraient leurs prêts à des conditionnalités politiques. Elles ne le font pas, même s'il existe des conditions d'une autre nature. Mais principalement parce que, à la surprise générale, les banques chinoises soumettent leurs financements au respect d'un ensemble de directives environnementales, même si celles-ci demeurent bien moins contraignantes que celles exigées par les bailleurs occidentaux ». De surcroît, ces prêts peuvent inclure en contrepartie la livraison de concessions aux entreprises chinoises, de telle sorte que dans un pays comme l'Équateur, les prêts et autres versements anticipés ont mis en gage pas moins de 50 % des réserves de pétrole brut du territoire⁴³.

Enfin, des groupes financiers chinois se sont maintenant installés dans le cône sud, comme en Argentine où la Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC) s'est implantée via l'acquisition, en 2011, de 80 % du capital d'une filiale locale de la Standard Bank d'Afrique du Sud⁴⁴. Et tout semble indiquer que cette arrivée des groupes financiers chinois dans la région obéit à une volonté de la Chine de soutenir financièrement ses entreprises ou ses partenaires travaillant dans les activités extractives.

Par ailleurs, s'il est vrai que, comme le souligne la CEPAL dans ses derniers rapports⁴⁵, les investissements chinois en matière d'infrastructure demeurent faibles en comparaison de ceux concernant l'exploitation des ressources naturelles, c'est aussi que leurs interventions dans ce domaine ont emprunté une voie plus financière, via l'octroi de prêts conséquents. Plusieurs projets récents en témoignent. Le principal reste le projet de construction du canal interocéanique du Nicaragua – canal trois fois plus

41. Cité dans Lander, E., « La (re) emergencia de China como potencia global y las presiones extractivistas en Sudamérica », *Compilación y sistematización en el marco del Grupo Permanente de Trabajo Sobre Alternativas al Desarrollo*, Quito, 2014.

42. Gallagher, K., Irwin, A. & Koleski, K., *The New Banks in Town: Chinese Finance in Latin America. China and Latin America*, Inter-American Dialogue Report, USA, 2012.

43. Chicaiza, *op. cit.*, 2014

44. L'ICBC avait acquis en 2008 20 % des actions de la maison mère.

45. *La inversión extranjera directa en América Latina y el Caribe 2011. Documento Informativo*, Publication de las Naciones Unidas, Santiago du Chili, 2013 ; *Chinese foreign direct investment in Latin America and the Caribbean*, China-Latin America cross-council task force, Abu Dhabi, 2014 ; *La inversión extranjera directa en América Latina y el Caribe 2013, Documento Informativo*, Publication de las Naciones Unidas. Santiago du Chili, 2014.

long, plus profond et plus large que celui du Panamá – et dont les travaux devraient s'étendre de 2015 à 2020. Le projet requiert 50 milliards de dollars et la construction de plusieurs ports et aéroports. Or sa concrétisation changerait du tout au tout la carte commerciale, géopolitique et environnementale mondiale, donnant à HKND, l'entreprise chinoise concessionnaire, le droit d'administration du dit canal sur une période de 50 ans renouvelables une fois.

D'autres projets d'investissement et de financement d'infrastructures ont vu le jour au lendemain du sommet des BRICS et de la tournée régionale⁴⁶ du président Xi Jinping (mi-2014) ; ainsi qu'après le sommet CELAC-Chine (janvier 2015) où celui-ci annonça les intentions du gouvernement chinois d'investir 250 milliards de dollars sur les dix prochaines années dans la région, notamment dans les secteurs ferroviaires, portuaires, énergétiques et des communications. Dans la plupart de ces projets, la construction d'infrastructures répond à une logique d'optimisation des coûts de transport des matières premières, redéfinissant l'espace territorial latino-américain suivant cette seule logique. Par ailleurs, la plupart de ces projets contraignent ou incitent leurs porteurs à acheter des intrants provenant de Chine, à passer contrat avec des entreprises chinoises pour la réalisation des ouvrages ou encore à embaucher des salariés de nationalité chinoise.

Enfin, en ce qui concerne le secteur manufacturier, l'essentiel des investissements en ce domaine s'effectuent au Brésil où plusieurs firmes automobiles chinoises ont implanté des usines d'assemblage pour pénétrer le marché local. Par conséquent, les importations de pièces et d'intrants à haute valeur technologique ont fortement crû, obstruant potentiellement le développement de chaînes de production intégrées au sein de la région.

Au regard donc de la nature des investissements directs chinois en Amérique latine, on ne peut qu'être frappé par leur concentration dans les domaines extractifs, principalement ceux des minerais, du pétrole et des énergies hydrauliques. Dans bien des cas, il s'agit exclusivement de verser des droits d'exploitation ou d'acquérir des entreprises existantes et presque jamais d'effectuer des investissements *greenfield*. Or l'aspect le plus négatif de ce phénomène est le contrôle qui s'exerce ainsi sur l'offre de produits de base de la part de leurs principaux acquéreurs. Les entreprises d'État chinoises qui contrôlent l'offre de pétrole, de minerai, de soja ou de toute autre matière primaire produite en Amérique latine, pourraient ne jamais vouloir une hausse de leurs prix et au contraire tout faire pour obtenir leur baisse ; ce qui suppose que, quelle que soit la « vertu » d'une insertion dans le commerce international sur la base des avantages comparatifs d'un pays, un tel modèle interdit aux acteurs nationaux de s'approprier la rente différentielle ou les bénéfices extraordinaires que pourrait éventuellement générer la vente de ces produits. D'autant que ceux-ci sont redirigés en direction du secteur tertiaire pour favoriser les entreprises chinoises. Il

46. Brésil, Venezuela, Argentine, Cuba.

faut enfin remarquer que si de grands travaux étaient néanmoins lancés, ils seraient de toutes manières donnés en gestion à des entreprises chinoises et à leurs cadres.

À cela s'ajoute une politique de prêts dirigés vers les secteurs primaires, lesquels menacent les groupements de petites et moyennes entreprises (*clusters*), soit en pesant sur leur environnement, soit en les privant de leur rôle de transformateurs de matières premières au profit de la Chine.

Les investissements directs chinois en Amérique latine ne développent donc en rien les capacités productives de la région, pas plus d'ailleurs que les activités de recherche ou de maillage productifs. La délocalisation des entreprises chinoises dans la région, comme d'ailleurs les prêts contre matières premières, tendent à favoriser les activités extractives au détriment des activités à haute valeur ajoutée, ce qui en retour renforce la re-primarisation des économies latino-américaines. C'est dire que l'Amérique latine est entrée dans ce que l'on pourrait qualifier de nouveau « Consensus des matières premières ».

PERSPECTIVES LATINO-AMÉRICAINES EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Le décollage fulgurant de la Chine et ses relations avec l'Amérique latine ont connu ces dernières années un vif regain d'intérêt. Ce fait, nous l'avons déjà mentionné, n'est pas sans liens avec le langage employé par la République populaire de Chine⁴⁷ et l'attrait qu'il a pu exercer auprès des pays latino-américains, notamment en ce qu'ils présentent les relations sino-latino-américaines comme une forme de coopération sud-sud ou comme une relation entre pays « en voie de développement ».

Toutefois, à rebours de ces discours, on ne peut qu'aborder le rôle de la Chine en Amérique latine comme une des formes du néo-extractivisme dominant. D'ailleurs ce n'est pas un hasard si un des grands débats qui traversent actuellement le continent américain touche aux dynamiques d'accumulation et aux modèles de développement en cours dans la région. Les catégories critiques aujourd'hui en vogue – celles de néo-extractivisme – ou encore les notions programmatiques – comme celles de Bien être, de Bien commun, de Droit de la nature ou de post-extractivisme – traversent elles aussi les discussions théoriques et les luttes socio-territoriales du moment, faisant advenir une nouvelle grammaire politique capable de questionner la durabilité des modèles actuels de développement et de suggérer la nécessité

47. Langages consignés dans le *Livre Blanc* publié en 2008, lesquels étaient tout spécialement adressés à l'Amérique latine.

de faire émerger un nouveau type de relations entre la société, l'économie et la nature⁴⁸.

Ces discussions, on en retrouve les traces principalement en Équateur et en Bolivie, où les mobilisations anti-néolibérales de la fin du XX^e siècle et du début du XXI^e ont été accompagnés à la fois de l'émergence de nouveaux gouvernements et de la mise en place d'assemblées constituantes ayant pour but de repenser et refonder les modalités du pacte social. Ce fut dans ces moments d'ouverture radicale que de telles notions cessèrent d'être des concepts d'ordre théorique pour entrer de plain pied dans le champ de la controverse politique et ainsi permettre d'entrevoir un possible dépassement des modèles exportateurs actuellement en vigueur⁴⁹.

Au fil des ans, et dans un contexte de consolidation de ces gouvernements progressistes, ces débats se sont aiguisés voire même durcis. D'un côté, convaincus de leurs avantages comparatifs liés au boom des matières premières, les gouvernements de l'Équateur et de la Bolivie ont oublié leurs promesses de changement et renoué avec un modèle de développement faisant la part belle aux exportations de matières premières. D'un autre côté, une critique du néo-extractivisme au départ formulée par des organisations sociales et intellectuelles à l'encontre des gouvernants latino-américains s'est par la suite cristallisée autour de nouvelles luttes socio-environnementales et des oppositions aux multiples projets d'exploitation/exportation des ressources naturelles.

C'est dans ce cadre que s'est consolidé ce que nous avons nommé par ailleurs le « Consensus des commodities »⁵⁰, c'est-à-dire la reconnaissance que, à la différence des années 1990, les économies latino-américaines ont aujourd'hui amplement bénéficié de la hausse des prix des matières premières. Dans cette conjoncture favorable, l'ensemble des gouvernements latino-américains, quelle que soit leur obédience politique, ont réhabilité une vision productiviste du développement, et par là même, ont choisi de

48. Pour les débats concernant l'extractivisme voir Gudynas, E., « Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo » dans *Extractivismo, Política y Sociedad*, CAAP-CLAES, Quito, 2009; Svampa, M., « Modelos de desarrollo, cuestión ambiental y giro eco-territorial » dans Alimonda, H. (Coord.), *La Naturaleza colonizada. Ecología política y minería en América Latina*, CLACSO, Buenos Aires, 2011; Lang, M. & Mokrani, D., *Más allá del desarrollo. Grupo Permanente de trabajo sobre Alternativas al Desarrollo*, Fundación Rosa Luxemburgo, Quito, 2012 (pour l'édition argentine: América Libre et Fundación Rosa Luxemburgo, 2012).

49. Svampa, M., « Extractivismo neodesarrollista y movimientos sociales: ¿Un giro ecoterritorial hacia nuevas alternativas? » dans *Grupo permanente de trabajo: Alternativas al Desarrollo*, Fundación Rosa Luxemburgo, 2012; *Más allá del desarrollo, op. cit.*, 2012; « Pensar el Desarrollo desde América Latina » dans Massuh, G. (ed.), *Renunciar al Bien Común: extractivismo y (pos)desarrollo en América Latina*, Mardulce, Buenos Aires, 2012.

50. Svampa, M., « Consenso de los commodities y lenguajes de valoración en América Latina », *Nueva Sociedad*, n° 244, mars-avril 2013.

nier les controverses et de faire taire les mécontentements, au point de faire avorter toute discussion de fond sur l'impact environnemental, socio-territorial et socio-sanitaire des modèles de développement en concurrence. En somme, le *Consensus des commodities* s'est accompagné d'un nouveau scénario pour l'Amérique latine, scénario dans lequel se sont combinés un contexte de rentabilité sans précédent, une re-primarisation des économies du continent et enfin des conflits environnementaux grandissants, tout cela sur fond d'une croyance – empruntée au discours hégémonique – qui considère non seulement l'exportation des matières premières comme une fatalité continentale mais également comme une bénédiction pour les pays de la région. En ce sens, la consolidation d'une relation commerciale privilégiée avec la Chine, centrée sur la demande de matières premières et le renforcement vertigineux d'un échange inégal – marquerait l'avènement de nouvelles relations de dépendance, dont les contours ne sauraient être définis qu'au terme des négociations unilatérales menées par la Chine avec chacun de ses partenaires latino-américains.

Toutefois, cette lecture soulignant l'apparition d'une nouvelle dépendance axée sur le Consensus des matières premières n'est nullement dominante dans les milieux progressistes ou les secteurs de gauche, puisque nombre d'auteurs issus de ces mouvances s'accordent encore aujourd'hui à penser que la relation avec la Chine pourrait offrir à l'Amérique latine des marges de manœuvres accrues vis-à-vis de l'hégémonie nord-américaine. Que l'on se trouve donc dans la droite ligne d'un anti-impérialisme classique (anti-américain), ou que l'on se situe dans un discours de la « désoccidentalisation », il est une frange des gauches progressistes latino-américaines qui plaident en faveur d'un rapprochement du sous-continent avec la Chine.

La première de ces positions est par exemple défendue par l'ex-secrétaire exécutif de la CLACSO, Atilio Borón, lequel a pu soutenir que l'ascension du géant asiatique était indissociable d'un contexte de multipolarité croissante, tout en soulignant que ni la Chine, ni aucune autre puissance ne serait aujourd'hui capable de réunir les conditions qui ont autrefois rendu possible l'hégémonie des États-Unis au lendemain de la seconde guerre mondiale. Pour autant, il conviendrait davantage de parler de transition géopolitique ; période pendant laquelle les États-Unis, la puissance hégémonique indiscutée, céderait peu à peu leur place au profit d'une forme de multilatéralisme et de concertation entre les nations. Et d'ailleurs, malgré ce déclin, le rôle des États-Unis demeurerait central en

ce qu'il continuerait d'opérer comme le garant du développement capitaliste global et en tant que gendarme impérial⁵¹.

En accord avec cette vision, le décolonialiste Walter Mignolo⁵² a célébré l'émergence des BRICS et interprété l'ascension récente de la Chine comme l'indice d'une « désoccidentalisation et d'une redistribution raciale du savoir » ; phénomènes qui, si ils consolident effectivement la colonialité économique (le capitalisme), n'en produisent pas moins un nouvel ordre polycentrique mondial. Mignolo affirme par ailleurs que cette dynamique de désoccidentalisation opère au sein de la sphère politico-économique et n'implique nullement une remise en question du capitalisme ou du développement. D'ailleurs, dans ce processus de désoccidentalisation du capitalisme, cet auteur n'inclut pas uniquement la Chine mais aussi l'Inde, la Turquie, l'Indonésie, la Russie, l'Afrique du sud et ce qu'il appelle « les économies fortes et les gouvernements progressistes d'Amérique du sud »⁵³ : l'Équateur, la Bolivie, le Brésil et l'Argentine.

Plus généralement, les arguments en faveur de ces positions s'articulent autour de trois grandes idées : d'abord, les discours latino-américains en faveur de l'intégration régionale ; ensuite, la défense des modèles de développement extractivistes de type néo-structuraliste ou néo-développementaliste ; enfin, la défense d'un modèle de relations stratégiques favorable à

51. Borón, A., *América Latina en la geopolítica del imperialismo*, Ediciones Luxemburgo, Buenos Aires, 2012. En un sens, il est possible de distinguer deux interprétations différentes, selon le bloc politique choisi et le rôle accordé aux États-Unis. Partant du Consensus des matières premières et de l'approfondissement des relations commerciales avec la Chine, les gouvernements conservateurs et libéraux ont fait prévaloir une forme d'aggiornamento. Par conséquent, bien qu'il soit difficile de généraliser, les pays appartenant à l'Alliance du Pacifique qui jusqu'à aujourd'hui ont privilégié l'alignement politique sur les États-Unis, doivent désormais concilier leurs nouvelles alliances commerciales avec la Chine et la région du Pacifique avec le maintien d'un alignement politique aux États-Unis. Malgré tout plusieurs pays d'Amérique latine ont lancé des initiatives pour concurrencer les blocs asiatiques. Le Mexique a promulgué la création de « l'Arc du Pacifique », une entité qui réunit les plus grands pays d'Amérique latine ouverts sur cet océan, tandis que les États-Unis appuient la création de l'Accord Transpacifique, auquel ils ont convié les pays latino-américains du versant Pacifique dont les économies sont suffisamment ouvertes. De même les États-Unis entendent gagner de l'influence au sein du forum de Coopération Asie-Pacifique (plus connu sous le nom d'APEC, pour reprendre ses sigles anglais), auquel participent plusieurs pays asiatiques. Cf. Preciado Coronado, J., « Paradigma social en debate; aportaciones del enfoque geopolítico crítico. La Celac en la integración autónoma de América Latina » dans M. Nelida Ruiz (comp.), *América Latina la crisis global, problemas y desafíos*, CLACSO, 2014 [<http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/se/20140610034022/AmericaLatinaenlacrisisglobal.pdf>]

52. Mignolo, W., « Dheli 2012 : la desoccidentalización, los BRICS y la distribución racial del capital y del conocimiento », 2012 [<http://waltermignolo.com/dheli-2012-la-desoccidentalizacion-los-brics-y-la-distribucion-racial-del-capital/>]

53. Mignolo, W., « Re-Emerger: El Retorno Del Este Global Y Del Sur Global, entrevista con Norma Giarracca », *Causa Sur*, 2013 [<http://waltermignolo.com/re-emerger-el-retorno-del-lejano-este-y-del-sur-global/>]

la coopération sud-sud. Et selon ces propos, l'articulation *idéale* de ces trois axes devrait permettre l'ouverture d'un espace de plus ample autonomie face à l'hégémonie nord-américaine.

En ce qui concerne le premier axe, il ne fait aucun doute que depuis l'an 2000 nous assistons à l'émergence de ce que l'on pourrait appeler un « régionalisme latino-américain provoquant (*desafiante*) » et anti-impérialiste faisant rempart à la traditionnelle hégémonie nord-américaine.

Parmi les événements qui ont marqué cette nouvelle donne, le sommet de Mar del Plata, en 2005, a sans doute été l'un des plus significatifs. Faisant fi de la proposition appuyée par les États-Unis de créer un traité de libre commerce à l'échelle du continent, l'ALCA, les pays latino-américains ont élaboré le projet de l'Alliance Bolivarienne pour les Amériques, l'ALBA, projet imaginé par le charismatique Hugo Chavez⁵⁴. Dans cette perspective plusieurs pays latino-américains ont élaboré des programmes communs ambitieux, comme la création d'une monnaie unique (Sucre) ou la fondation de la Banque du Sud; projets restés lettre morte à cause de la frilosité du Brésil dont le statut de puissance émergente lui valait déjà de jouer dans la cour des grands. La création de l'Union des nations sud-américaines, l'UNASUR, en 2007, puis de la Communauté des États latino-américains et caribéens, la CELAC, en 2010 – deux entités au départ créées pour résoudre les conflits de la région sans devoir faire appel à Washington – dynamisent aujourd'hui ce processus d'intégration régionale.

En ce qui concerne le second argument, les gouvernements progressistes de la région se sont le plus souvent appuyés sur une conception néo-structuraliste⁵⁵ qui part de l'idée que l'accumulation est fonction de la croissance des exportations de matières premières ou de biens primaires. D'après la CEPAL, ce néo-structuralisme ne fait d'ailleurs que considérer l'Amérique latine, du point de vue de son « capital naturel » ou de ses ressources naturelles stratégiques, comme une région offrant des conditions privilégiées dans la phase actuelle d'explosion de la demande de matières premières par les marchés internationaux, au premier chef desquels le marché chinois. Dans cette perspective, deux membres de la CEPAL, Mikio Kuwayama et Osvaldo Rosales ont publié en 2012 un long rapport dans lequel ils soutiennent que les relations commerciales entre l'Amérique

54. Projet qui n'empêcha nullement ces mêmes pays latino-américains de signer en parallèle des accords bilatéraux de libre-échange avec les États-Unis.

55. En termes généraux, le néo-structuralisme charrie une conception des biens naturels qui brouille les différences entre *commodities* et ressources naturelles stratégiques. Si cette politique de développement plaide en faveur de l'augmentation des exportations et de l'association avec de grandes corporations transnationales, elle insiste également sur le besoin d'un renforcement des contrôles de la part des États sur les rentes d'extraction, surtout en ce qui concerne les hydrocarbures et les énergies. Sur ce thème voir Féliz, M., « Proyecto sin clase: crítica al neoestructuralismo como fundamento del neodesarrollismo » dans Féliz et al., *Más allá del individuo. Clases sociales, transformaciones económicas y políticas estatales en la Argentina contemporánea*, Editorial El Colectivo, Buenos Aires, 2012.

latine et la Chine ont impliqué autant d'opportunités que de défis. Parmi ces derniers, ils manifestaient leur souci « d'éviter que la croissance du commerce avec la Chine ne reproduise et renforce un modèle commercial centré sur une relation centre-périphérie, dans lequel la Chine tiendrait le rôle d'un nouveau centre et les pays latino-américains ceux d'une nouvelle périphérie. Pour autant, ajoutaient-ils, il est crucial d'avancer en direction d'une relation commerciale plus conforme au modèle de développement économique et social dont ont besoin l'Amérique latine et les Caraïbes »⁵⁶.

De la même manière, en juin 2013, la CEPAL a présenté un document de travail au sein de l'Union des nations sud-américaines dans lequel elle proposait de suivre une stratégie d'industrialisation des ressources naturelles ; ce que certains offrent déjà de réaliser via un partenariat privilégié avec la Chine.

Quant au troisième argument : la coopération sud-sud avec la Chine est devenue un enjeu stratégique dans un contexte de passage accéléré d'un monde bipolaire à un monde multipolaire, notamment depuis que la Chine, l'Inde, la Russie se sont mises à peser dans l'équilibre géopolitique de l'Amérique latine. Ce fut d'ailleurs le défunt président vénézuélien Hugo Chavez qui prit la tête de ce repositionnement et des politiques de rapprochement avec la Chine. Des sept visites présidentielles du Venezuela en Chine, en 39 ans de relations diplomatiques entre les deux pays, six furent organisées sous la présidence d'Hugo Chavez. Fort des ressources pétrolières de son pays, Hugo Chavez a vu dans la Chine un partenaire commercial et un allié politique particulièrement opportun face à l'hégémonie nord-américaine et aux menaces que ce pays a constamment proférées à l'encontre de son régime. Poursuivant cette vision, des spécialistes comme Monica Bruckmann et Atilio Borón⁵⁷ ont appelé de leurs vœux l'extension de ces relations commerciales à l'échelle du continent. Arguant de l'immense opportunité que représentaient le nouveau scénario géopolitique de l'Amérique latine, ainsi que les potentialités de ses richesses naturelles et sa biodiversité, ceux-ci ont appelé à établir des alliances stratégiques avec la Chine et à articuler celles-ci aux espaces et aux blocs régionaux nouvellement créés.

Pendant le tour pris par les relations sino-latino-américaines ne peut que nous inviter à rejeter de telles considérations, qui soit dit en passant, semblent davantage relever d'un *wishfull thinking* que d'une analyse fine des pratiques économiques et commerciales réelles des gouvernements progressistes d'Amérique latine. Premièrement, au-delà de quelques avancées, l'intégration régionale reste une rhétorique chaque jour plus éloignée de la réalité des politiques économique-commerciales effectivement mises en place par les pays latino-américains. En ce qui concerne les liens commerciaux avec la Chine, la signature de conventions ou d'accords unilatéraux

56. CEPAL, *op. cit.*, 2012.

57. Bruckmann, M., « Recuperando el espíritu de Bandung: China y la integración latinoamericana », *Comunicacao&Política*, vol. 29, n° 22, pp. 125-158 ; Borón, *op. cit.*, 2012.

qui parfois engagent l'avenir de ces économies sur plusieurs générations est loin d'être une exception. Elles constituent trop souvent la règle, du moins ces dernières années, ce qui, loin de renforcer l'intégration de la région, contribue à conforter une mise en concurrence des pays de la région.

De surcroît les investissements chinois concernent essentiellement les activités extractives (minerais, pétrole, agro-business, méga-barrages), ce qui en retour accentue la re-primarisation des économies soumises au « Consensus des matières premières ». S'il est donc certain que l'apparition et la rapide consolidation de l'influence chinoise sur les scènes latino-américaines représentent une opportunité d'autonomie vis-à-vis des États-Unis, reste à souligner que ces tendances à un latino-américanisme de façade, à la mise en concurrence des pays de la région ou encore à la re-primarisation de leurs économies finissent par amplifier l'asymétrie des relations avec la Chine et consolider un modèle extractiviste néo-dépendant dans lequel la Chine tient chaque jour un peu plus le rôle de pôle hégémonique.

VERS LE CONSENSUS DE BEIJING ?

L'émergence de cette nouvelle dépendance doit être analysée sous trois angles principaux, dont le premier tient à l'idée de *transition hégémonique*. Rappelons-le, nous vivons une période de transition dans laquelle le vide laissé par le déclin hégémonique des États-Unis est progressivement comblé par une situation d'oligopole dans laquelle la Chine affirme chaque jour davantage sa suprématie économique-financière⁵⁸. Or cette transition hégémonique est moins vécue comme une dislocation que comme l'entrée dans une nouvelle ère civilisationnelle, tout à la fois polycentrique et pluraliste – même si elle demeure conflictuelle. De la même manière, comme l'affirme Wallerstein⁵⁹, cette transition témoigne d'une gigantesque crise systémique, très certainement liée à une crise du capitalisme et à une crise écologique majeure.

Face à ce monde en transition, on ne peut que se demander quelles formes vont prendre les nouvelles relations entre les pays latino-américains et le géant asiatique ? Selon toute vraisemblance, ces relations constituent une *nouvelle dépendance* ou ce que l'on peut appeler une forme de *néo-dépendantisme*. Pour une part, suivant les propos de Wallerstein et au regard des transformations du monde, la lecture dichotomique centre-périphérie caractéristique du dépendantisme d'autrefois doit être désormais remplacée par une lecture trichotomique (centre-semi-périphérie-périphérie). Oviedo⁶⁰ affirme en ce sens que, même si l'Amérique latine demeure une région périphérique pour la Chine, l'afflux massif d'investissements chinois dans

58. Même si sur le plan militaire et culturel les États-Unis restent nettement hégémoniques.

59. Wallerstein, I., « Consecuencias de la decadencia estadounidense », *La Jornada*, 09/11/2013 [<http://www.jornada.unam.mx/2013/11/09/opinion/018a1mun>]

60. Oviedo, *op. cit.*, 2014.

ses secteurs extractifs et le resserrement de leurs intérêts ont donné une toute autre épaisseur à leurs relations. Et d'ajouter : « en combinant la théorie du système-monde avec la position effective des pays latino-américains dans la structure économique mondiale, les relations entre le Chine et ces États se subdivisent très nettement en trois types idéaux répartis selon le PIB des pays concernés : a) la Chine et le Brésil entretiennent depuis 2007 une relation centre-centre (fondée sur le statut de grandes puissances économiques acquis par ces deux pays depuis 1998 pour la Chine et 2007 pour le Brésil) ; b) la Chine et le Mexique entretiennent des relations centre-semi-périphérie (la Chine représentant un État central et le Mexique une économie moyenne) ; et c) le reste des économies latino-américaines maintiennent avec le Chine une relation centre-périphérie. Par conséquent, en-deçà des relations horizontales sino-américaines, l'Amérique latine reste considérée comme un objet plutôt que comme un sujet des politiques mondiales »⁶¹.

Et de fait, les relations que la Chine entretient avec des pays périphériques comme l'Argentine ou l'Équateur ne peuvent être de même nature que celles entretenues avec le Brésil, même si certains spécialistes affirment que les relations sino-brésiliennes sont traversées par une asymétrie intrinsèque qui renverrait à un phénomène de « désindustrialisation précoce » et découlerait de l'incapacité des gouvernements à contrecarrer les effets de la maladie hollandaise, c'est-à-dire, d'une exportation massive de matières premières provenant de l'exploitation intensive des ressources naturelles⁶².

En dernière instance, les débats sur cette nouvelle dépendance ne sauraient faire l'impasse sur le contexte d'intensification des exportations de matières premières en direction de la Chine. D'un point de vue simplement économique, cela s'est traduit par un processus de re-primarisation de l'économie et une réorientation des activités productives vers des secteurs primo-extractifs à faible valeur ajoutée. De plus nous atteignons aujourd'hui la fin de ce « super-cycle des matières premières »⁶³ ; essoufflement que d'aucuns associent à la récente décélération de la croissance chinoise.

Or non seulement les pays latino-américains sont mal préparés à une éventuelle chute du prix des matières premières, mais un tel scénario aurait pour conséquence un creusement des déficits commerciaux de la région, tel qu'on l'observe déjà au Brésil, en Colombie, au Pérou et en Équateur. Dans le cas de l'Argentine dont les excédents commerciaux se maintiennent, c'est un manque chronique et grandissant de devises étrangères qui affecte actuellement son économie et l'a déjà conduite à solliciter à plusieurs reprises de nouveaux crédits à la République populaire de Chine⁶⁴. Autrement dit, si les pays latino-américains exportent effectivement une part importante de leurs

61. Oviedo, *op. cit.*, 2014.

62. Salama, *op. cit.*, 2012.

63. Canutto, O., « The Commodity Super Cycle: Is This Time Different? », *Economic Premise*, The World Bank, n° 150, juin 2014.

64. Martínez Allier, J., « El triunfo del posextractivismo en 2015 », *Sinpermiso*, 28/02/2015 [<http://www.sinpermiso.info/textos/index.php?id=7778>]

marchandises vers la Chine, ces échanges ne suffisent pas à couvrir le coût des importations chinoises. Or ce déséquilibre aboutira non seulement à un endettement croissant, mais aussi à une recrudescence de l'extractivisme et par-là même à une intensification toujours plus poussée des exportations de matières premières afin de combler ce même déficit commercial. C'est dire que l'Amérique latine entrerait dans un cercle vicieux des plus dangereux (multiplication des projets extractifs, augmentation des conflits socio-environnementaux, etc.)

En somme, même si le contexte actuel n'est encore qu'à une phase de transition hégémonique, l'Amérique latine semble malgré tout s'acheminer vers une nouvelle forme de dépendance. Tout indique que nous assistons au renforcement vertigineux de relations asymétriques entre l'Amérique latine et la Chine, passant ainsi d'un *Consensus des matières premières* à une configuration néo-dépendantiste que l'on pourrait qualifier de *Consensus de Beijing* (la Chine tenant lieu de pôle hégémonique), et dont l'ampleur ne saurait être encore évaluée, même si certains de ses contours économiques, sociaux ou politiques semblent déjà se profiler sous nos yeux.

Traduit de l'espagnol (Argentine) par Benjamin Moallic